

Christelle Néant

Loi sur l'éducation, et loi sur la réintégration du Donbass - L'Ukraine se met ses voisins à dos et enterre de facto les accords de Minsk

Закон про освіту і реінтеграції Донбасу: Київ ховає Мінські угоди

Немов Україні недостатньо конфлікту з сусідами, вона ще більше загострила ситуацію в Донбасі, прийнявши два закони, які повністю блокують реалізацію Мінських соглашень. Прийнятий закон про реінтеграцію не згадує Мінські угоди і називає Росію агресором. Таким чином, не дивно, що Москва назвала його неприйнятним і таким, що суперечить домовленостям, які були досягнуті в білоруській столиці. Цей закон рівнозначний фактичній відмові Києва від них. Це означає, що Україна вже почала всерйоз забивати цвяхи в кришку труни мінських домовленостей і має намір поховати їх, якщо міжнародні інстанції і гаранти угод не змусять її змінити думку.

<https://www.agoravox.fr/actualites/international/article/loi-sur-l-education-et-loi-sur-la-l-97602>

Si celle qui a fait le plus de bruit la semaine passée fut, sans conteste, la loi sur la réintégration du Donbass, et sa petite sœur, l'extension de la loi sur le statut spécial du Donbass, la loi sur la langue d'enseignement en Ukraine risque bien d'attirer presque autant de problèmes à Kiev.

Suite au vote de cette loi, qui oblige à enseigner uniquement en ukrainien à partir de la 5e classe, dans un pays qui compte plusieurs minorités ethniques importantes, sans parler de la partie majoritairement russophone du pays, la Roumanie et la Hongrie avaient fait savoir publiquement qu'elles désapprouvaient cette loi qui discrimine les minorités hongroises et roumaines qui se trouvent en Ukraine.

La Hongrie avait même clairement menacé l'Ukraine de lui nuire en guise de réponse au vote de cette loi. Et il semble que Budapest n'a pas fait cette promesse en l'air...

Après s'être rapprochée de la Roumanie pour faire pression sur Kiev, la Hongrie vient de demander à la Russie de faire front commun contre cette loi. Le premier ministre hongrois, Viktor Orbán, a même demandé à l'armée d'étudier la possibilité d'une intervention militaire en Transcarpatie pour protéger les Hongrois qui s'y trouvent si nécessaire (sic). Menaçant ainsi Kiev d'un nouveau conflit, mais à l'Ouest du pays cette fois.

En réponse à cela, l'Ukraine, au lieu d'essayer de calmer le jeu avec Budapest, a promis de faire obstacle à la Hongrie au sein de l'APCE, en comptant sur le fait qu'elle dispose de plus de députés que son voisin. Il semble qu'en faisant cette menace, Kiev a oublié qu'en tant que membre de l'UE, la Hongrie a un droit de veto sur toute nouvelle adhésion à l'UE. Et qu'elle compte bien bloquer celle de l'Ukraine jusqu'à ce que cette dernière fasse machine arrière.

Une telle menace pouvant sembler un peu lointaine pour Kiev, Budapest a décidé hier de frapper là où ça fait mal, en menaçant de remettre en cause l'accord d'association entre l'UE et l'Ukraine. En effet, le ministre hongrois des Affaires étrangères a souligné que la loi sur l'enseignement violait les principes de l'accord d'association entre l'UE et l'Ukraine, en privant les minorités nationales de leur droit d'apprendre dans leur langue maternelle, et en détériorant ainsi la situation des minorités ethniques vivant en Ukraine.

Et comme si se mettre ses voisins à dos ne suffisait pas à l'Ukraine, cette dernière a tenu ces derniers jours à envenimer la situation dans le Donbass en votant deux lois qui achèvent de bloquer totalement l'application des accords de Minsk.

La première, qui est celle qui a été votée en dernier, est la loi d'extension du statut spécial du Donbass, qui arrivait à expiration la semaine prochaine. Au lieu de voter une simple loi de prolongation, cette dernière a été assortie d'une clause exigeant le retrait de tous les groupes armés illégaux, les mercenaires et équipements militaires avant l'entrée en vigueur de la loi.

Le problème étant que tout cela ne se trouvant nullement sur les territoires des Républiques Populaires de Donetsk et Lougansk (RPD et RPL), il va être compliqué de retirer ce qui ne s'y trouve pas, et donc la loi ne sera jamais mise en œuvre. En reprenant cette rhétorique délirante de l'occupation russe, cette loi se saborde elle-même.

Sans parler du préambule, repris par le président Porochenko lors de sa signature de la loi, indiquant que cette dernière devrait fournir toutes les conditions nécessaires pour l'intervention des casques bleus dans le Donbass. Le problème est qu'on ne voit pas bien en quoi cette loi pourrait conditionner ou non leur venue, vu que cette dernière est bloquée de toute façon par les désaccords profonds qui existent entre la RPD, la RPL et la Russie d'une part et l'Ukraine, les États-Unis et l'Allemagne d'autre part, sur ce que devrait être cette mission.

Cette éventuelle mission des casques bleus a aussi été reprise comme « motivation » concernant l'autre loi problématique : celle sur la réintégration du Donbass.

« La loi renforcera notre position dans la lutte pour la libération des otages et concernant la possibilité du déploiement de casques bleus dans le Donbass. La Russie, en tant qu'état agresseur, n'aura pas le droit de participer à cette mission, qui devrait être déployée à travers tous les territoires occupés, y compris la partie temporairement non-contrôlée de la frontière ukraino-russe, » a ainsi déclaré Porochenko.

Je sais bien qu'en termes de propagande interne, plus c'est gros plus ça passe, mais les vœux pieux et la méthode Coué ça a ses limites... Surtout que niveau libération des otages, c'est surtout Kiev qui empêche l'échange des prisonniers au format « tous contre tous », en inventant de nouvelles excuses à chaque nouvelle réunion à Minsk. Et que ce n'est pas parce que l'Ukraine décrète que la Russie est un pays agresseur, que l'ONU va reconnaître ce délire made in Ukraine comme étant la réalité...

Sans parler du fait que l'Ukraine voulant utiliser de manière évidente les casques bleus comme force d'occupation, en violation des accords de Minsk, et la Russie ayant droit de veto à l'ONU, la mission de casques bleus telle qu'envisagée par Porochenko n'est pas prête de voir le jour. Loi sur la réintégration du Donbass ou pas...

Cette loi sur la réintégration ayant été votée après retrait de la mention des accords de Minsk, et désignant la Russie comme le pays agresseur qui occuperait le Donbass, la Russie a bien sûr déclaré cette loi comme étant inacceptable et contraire aux accords de Minsk. Pour Moscou, cette loi équivaut à un abandon de facto des accords de Minsk par l'Ukraine.

Un point de vue que partage Wolfgang Gehrcke, membre du parti de gauche allemand Die Linke, qui a déclaré que le vote de cette loi signifie que Kiev renonce à

appliquer les accords de Minsk que l'Ukraine a pourtant signés, et opte donc pour la guerre.

Dans le même temps, le journal allemand Weser Kurier défend la résolution pacifique du conflit, en publiant un article dans lequel le journaliste Jan-Felix Jasch dit ouvertement que seule la solution diplomatique, des sacrifices territoriaux, un rapprochement avec Moscou et le renoncement à l'adhésion à l'OTAN pourront permettre à l'Ukraine de résoudre le conflit dans le Donbass.

Une solution que ne semble pas envisager Kiev au vu des déclarations de différents officiels ukrainiens, qui montrent clairement une volonté de relancer la guerre à grande échelle dans le Donbass.

De Porochenko qui déclare que le vote de la loi de réintégration du Donbass va faciliter la livraison d'armes défensives à l'Ukraine et renforce la base légale pour utiliser l'armée, au chef de l'état-major ukrainien Viktor Moujenko qui évalue déjà les pertes potentielles de l'armée ukrainienne (12 000 soldats dont 3 000 tués en 10 jours) dans l'éventualité d'une reprise du Donbass par la force, en passant par les déclarations d'Irina Loutsenko (porte-parole du président ukrainien auprès du parlement) qui déclare que cette loi protégera les soldats ukrainiens de poursuites devant la CPI pour crimes de guerre, il n'y a pas besoin d'avoir fait St Cyr pour comprendre ce que veut Kiev !!!

La dernière déclaration est en plus totalement fausse, car il ne suffit pas de déclarer le pays voisin comme un agresseur, et de dire que l'Ukraine doit se défendre contre cette agression imaginaire pour justifier de bombarder et de tuer volontairement des civils !

La définition de ce qu'est un crime de guerre est très claire. En faisant cette déclaration, Irina Loutsenko encourage les soldats ukrainiens à commettre de tels crimes contre la population civile du Donbass, en leur promettant que désormais ils ne risquent plus d'être poursuivis pour leurs crimes. Kiev leur promet l'impunité totale pour les pousser à se déchaîner contre la RPD et la RPL. Et aucune instance internationale ne semble s'émouvoir d'une telle déclaration, ni rappeler à l'Ukraine que les conventions internationales régissant les lois de la guerre, ne sont pas seulement applicables quand cela arrange Kiev.

Si on rajoute à cela, une autre déclaration d'Irina Loutsenko sur l'ajout d'amendements à cette loi sur la réintégration du Donbass, concernant la « libération » et la « dé-occupation » de la Crimée (qui est libre et non-occupée contrairement à ce que racontent les autorités de Kiev), et le fait que Kurt Volker, le représentant américain en Ukraine a clairement déclaré que les accords de Minsk sont inefficaces, il est clair que l'Ukraine a déjà commencé sérieusement à planter les clous dans le cercueil des accords de Minsk, et s'apprête à les enterrer définitivement si les instances internationales et les garants de ces accords n'arrivent pas à la faire changer d'avis.